



Contexte national et international

2007 : l'économie française garde le cap

En 2007, l'économie mondiale résiste plutôt bien aux multiples chocs qui l'affectent. La croissance française garde elle aussi le cap, soutenue par une demande intérieure encore ferme et la création de plus de 350 000 emplois. Le solde commercial continue néanmoins de se dégrader et la hausse des prix du pétrole et des matières premières alimentaires pèse sur l'inflation dès la mi-2007.

Tout comme pour l'économie mondiale, 2007 pourrait se révéler être une année de transition pour la France. La croissance reste en effet dans la lignée de 2006 mais les chocs qui ont commencé à l'affecter en 2007 devraient faire davantage sentir leurs effets en 2008.

En 2007, les chocs économiques sont d'une ampleur conséquente : flambée des prix du pétrole et des matières premières alimentaires, forte appréciation de l'euro sur le marché des changes et crise immobilière américaine suivie d'une crise financière internationale.

Malgré ces chocs, la croissance mondiale résiste bien en 2007. La consommation des ménages américains ne flanche pas, l'activité des pays émergents est très vigoureuse et la croissance en zone euro se maintient en moyenne quasiment au

niveau de 2006 (+ 2,6 % en 2007 après + 2,8 %).

La quasi-stabilité en zone euro cache un ralentissement progressif en cours d'année. La hausse de TVA en Allemagne a en effet un impact sur la consommation des ménages plus important et durable que prévu. Ensuite, l'inquiétude des entrepreneurs face à la crise financière freine l'investissement en cours d'année. Enfin, le ralentissement de l'économie américaine et de la demande mondiale adressée à la zone euro pèse sur les exportations en 2007.

En France, la croissance du PIB résiste plutôt bien, malgré un léger ralentissement (+ 2,1 % en 2007 après + 2,4 % en 2006). L'écart de croissance avec nos partenaires européens se résorbe quasiment au cours de l'année et la croissance est la même en France et en Allemagne. L'économie française bénéficie en effet d'une demande intérieure et d'un marché de l'emploi dynamiques en 2007. En revanche, le déficit de compétitivité de la France pèse sur ses échanges extérieurs et l'inflation progresse.

Flambée du prix des matières premières

Le prix du baril de pétrole augmente fortement en 2007, passant d'environ 55 \$ en début d'année à près de 100 \$ en fin d'année. Cette hausse résulte d'une vive croissance de la demande. Dans le même temps, les cours des matières premières alimentaires s'envolent réellement.

La flambée des cours pousse l'inflation à la hausse. Elle se replie très légèrement en moyenne en 2007 (1,5 % après 1,6 % en 2006) mais elle progresse nettement dès la mi-2007 (2,6 % en décembre), dans le sillage de l'inflation alimentaire.

Le déficit commercial atteint un record

Pour la quatrième année consécutive, le déficit commercial de la France s'accroît en 2007 et s'établit en valeur à un niveau historique de près de 40 milliards d'euros. Le solde commercial en produits manufacturés est à l'origine de cette dégradation : les importations augmentent encore fortement (+ 7,5 %) et la performance à l'exportation (+ 3,6 %) souffre de la baisse de régime du secteur automobile.

Vis-à-vis des pays européens, le déficit commercial s'amplifie nettement en 2007, particulièrement avec l'Allemagne, premier partenaire commercial de la France. Le déficit des échanges avec les pays asiatiques se creuse de nouveau d'un montant similaire à celui constaté en moyenne depuis 2003.

Le creusement du solde commercial s'opère dans un contexte de ralentissement mondial des échanges extérieurs en volume. La demande mondiale adressée à la France ralentit ainsi nettement en 2007 (+ 5,5 % après + 8,8 % en 2006). Au final, le commerce extérieur pèse de nouveau sur la croissance française en 2007 (- 0,8 point après - 0,3 point en 2006).

Les services restent le moteur de la croissance

La production du secteur des services croît de 3,1 % en France, légèrement moins qu'en 2006, contribuant une nouvelle fois fortement à la croissance de la production totale. L'activité dans les transports est affectée par les grèves en fin d'année. L'activité dans la construction reste robuste en 2007, malgré un ralentissement (+ 4,2 % contre + 5,4 % l'année précédente).

La production manufacturière croît, comme en 2006, à un rythme moindre que celui de la production dans les services (+ 2,3 % en 2007). Cependant, comme la production manufacturière ralentit en parallèle chez nos principaux voisins, la France rejoint

fin 2007 le rythme de la zone euro en deçà duquel elle est restée en 2005 et 2006.

La hausse du pouvoir d'achat se retrouve plus dans l'épargne que dans la consommation

Le socle de la consommation demeure ferme en 2007, bénéficiant notamment de très solides gains de pouvoir d'achat. La forte croissance de l'emploi associée à une progression des salaires dans le secteur privé au-dessus de 3 % permettent une hausse de la masse salariale versée aux ménages de près de 4 % en 2007 comme en 2006. Les réductions d'impôts permettent également l'accélération du revenu disponible brut des ménages en 2007. Enfin, la hausse des prix à la consommation étant en moyenne un peu plus modérée en 2007 qu'en 2006, le pouvoir d'achat s'accroît nettement (+ 3,1 % après + 2,4 % en 2006).

La consommation est toutefois moins dynamique qu'attendu puisqu'elle reste sur un rythme de croissance équivalent à celui de 2006 (+ 2,5 %). Le taux d'épargne progresse ainsi de près d'un point en 2007.

Nette amélioration sur le marché du travail

Avec plus de 350 000 emplois créés en 2007 dans l'ensemble de l'économie, la croissance de l'emploi est au plus haut depuis 5 ans (+ 1,4 %).

Cette progression tient en grande partie à l'accélération de l'emploi dans les secteurs marchands. Comme au cours des années précédentes, les services aux entreprises et aux particuliers sont les plus créateurs (+ 198 000 emplois en 2007). Avec 59 000 postes créés en 2007 comme en 2006, l'emploi dans la construction continue sa progression. L'industrie perd moins d'emplois en 2007 que les années précédentes (- 41 000 contre - 61 000 en 2006 et - 87 000 en 2005). Le moindre dynamisme des emplois dans les secteurs

non marchands en 2007 (+ 60 000 après + 81 000 en 2006) provient notamment de la forte baisse du nombre de bénéficiaires de contrats aidés (- 39 000 après + 20 000 en 2006).

En parallèle, le taux de chômage baisse de façon régulière depuis deux ans : de 9,1 % au premier trimestre 2006, il passe au dernier trimestre 2007 à 7,5 % de la population active en France métropolitaine. Cette baisse tient notamment à l'ampleur des créations d'emplois.

2008 : la France n'échapperait pas au ralentissement mondial

Au début de 2008, l'économie mondiale continue de ralentir. L'économie américaine est quasiment à l'arrêt. En revanche, les pays émergents continuent de croître à vive allure. La zone euro se trouve dans une position intermédiaire. Le ralentissement amorcé début 2007 devrait donc se poursuivre au premier semestre 2008, mais la croissance de la zone euro devrait encore s'élever à 0,4 % par trimestre.

En France, la croissance s'effriterait quelque peu au premier semestre 2008. Le ralentissement mondial et l'appréciation de l'euro devraient brider les exportations et l'investissement des entreprises commencerait à ralentir.

Après une très forte progression en 2007, le pouvoir d'achat du revenu des ménages devrait ralentir et contribuer à modérer la croissance de la consommation. Les créations d'emploi pourraient légèrement faiblir et le taux de chômage se stabiliser à 7,5 %.

■ D'après la note de conjoncture de mars 2008 et « Informations Rapides, Comptes nationaux-1^{er} trimestre 2008 (premiers résultats) » n°137 du 15 mai 2008 (Direction générale de l'Insee)